

elle en diffère. Mon honorable ami nous a félicités d'avoir adopté une politique protectionniste. Je crois avoir déjà entendu les félicitations de mon honorable ami à ce sujet.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL : On ne peut répéter une bonne chose trop souvent.

L'honorable M. MILLS (ministre de la Justice) : J'admets que c'est une bonne chose. En tout cas, mon honorable ami et ses partisans et collègues ont dit aux hommes qui avaient placé de fortes sommes dans les établissements industriels du pays : " Si vous laissez arriver nos adversaires politiques au pouvoir, ils vont tout révolutionner, tout bouleverser ; ils vont ruiner de fond en comble nos institutions industrielles, et vous n'aurez plus rien pour subsister. Vous allez errer de par le monde comme les Bédouins et les sauvages,—et les richesses que vous avez accumulées disparaîtront entièrement et pour toujours." Mon honorable ami s'était fait étrangement illusion.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL : Non, nous avons compté sur votre honnêteté.

L'honorable M. MILLS (ministre de la Justice) : Mon honorable ami dit que lui et ses amis avaient compté sur notre honnêteté. Mais ils n'ont pas compté sur notre bon sens. Ils ont prétendu que, conformément à nos opinions sur la situation politique que nous devions renverser tout ce qui existait. Je n'accepte pas ce principe. Je ne l'ai jamais accepté. Je soutiens que nous devons voir les choses telles qu'elles sont. Nous devons respecter ce qui a été fait par nos prédécesseurs ; nous devons voir à ce qu'il y ait une liaison non interrompue dans l'administration des affaires publiques. Nous pouvions regretter que des sommes d'argent eussent été placées dans des industries improductives et qui devaient rester improductives durant des années, mais nous avions à choisir entre deux maux, ou bien faire tort à des personnes, qui, comptant sur les représentations du gouvernement, avaient placé leur argent dans des entreprises importantes, ou bien protéger celles-ci et essayer de restreindre les principes en vertu desquels nos prédécesseurs avaient agi et tenter de créer un état de

Hon. M. MILLS.

choses plus stable et une plus grande confiance en ceux qui étaient chargés d'administrer les affaires du gouvernement. Nous avons pris le dernier parti. Nous avons réduit le tarif et donné au peuple de grandes réformes en adoptant le traitement de faveur. Nous avons par là beaucoup plu au peuple anglais. Nous avons fixé l'attention des capitalistes du Royaume-Uni et les producteurs d'articles fabriqués comme nos adversaires n'avaient jamais pu le faire. Jusque là le peuple du Royaume-Uni était indifférent à notre endroit. A l'exception de ceux qui voulaient nous prêter de l'argent, personne ne s'intéressait au progrès du pays. Les Anglais considéraient notre pays comme une espèce d'appentis appuyé aux Etats-Unis, et destiné à venir la propriété de nos voisins à la prochaine occasion. Cette idée s'est évanouie ; un état de choses tout à fait différent existe aujourd'hui. Les Etats-Unis ont plus confiance dans notre avenir qu'auparavant. Le peuple anglais s'intéresse au progrès du pays, et beaucoup d'immigrants nous sont venus du Royaume-Uni, des Etats-Unis et du continent d'Europe ; et nous avons ouvert à nos manufacturiers un marché local pour un plus grand nombre d'articles fabriqués dans notre pays où ils avaient auparavant un marché trop restreint. Je dis que le nombre de cent mille âmes ajouté tous les ans à notre population est beaucoup plus avantageux à nos fabricants qu'une augmentation de cinq pour cent dans notre tarif, et nous avons fait en sorte que le peuple a dans son avenir une confiance qu'il n'avait pas avant notre arrivée au pouvoir. Mon honorable ami me rappelle l'histoire racontée par M. Canning, d'un Anglais qui prétendait être l'auteur d'une grande invention. Chaque fois qu'on montrait quelque chose de neuf à cet Anglais, invariablement il disait : " C'est ma découverte." Quand nous faisons un changement important, quand nous faisons un pas en avant dans la voie du progrès, quand nous ajoutons des immigrants à notre population, mon honorable ami dit : " C'est nous qui avons fait cela." Il est vrai que la chose n'a été faite qu'après votre arrivée au pouvoir, mais, en tout cas, c'est nous qui l'avons faite. Permettez-moi d'appeler l'attention de mon honorable ami sur le fait que si vous considérez le commerce du